

La discussion sur la croissance est en réalité une discussion sur le capitalisme

Jean-Marie Harribey

Juin 2019

Note à l'attention des Économistes atterrés

Avertissement

Ce texte n'entend pas tout traiter. Certaines questions sont laissées à part, parce qu'elles sont soit abordées ailleurs par moi et surtout d'autres que moi, notamment la question du financement de la transition, celle de la politique monétaire compatible avec des investissements de transition, celle de la fiscalité écologique ou celle de l'articulation entre instruments de marché et planification. Je n'aborde pas non plus le projet d'écocialisme.¹

Sommaire

1. Une croissance économique infinie est impossible
 - Le constat de la dégradation de la planète est sans appel
 - Croissance économique et climat
 - L'accumulation du capital en panne ?
2. La décroissance, mais de quoi et pour qui ?
 - Une définition inconsistante
 - La décroissance et le social
3. De l'économie néoclassique de l'environnement à la croissance verte
 - Deux versions de la soutenabilité
 - La croissance verte, option des institutions internationales
 - La croissance verte couplée avec la finance verte
 - L'écologie peut-elle se couler dans le capitalisme ?
4. Quelle transition sociale et écologique ?
 - Le temps long et l'urgence
 - La complémentarité du public, du collectif et du commun
 - La qualité de la transition pour la transformation de la société
5. Quel nouveau paradigme théorique ?
 - Le statut des prix donnés à l'utilisation des biens naturels
 - La crise multidimensionnelle du capitalisme rouvre la question de la richesse et de la valeur
 - Au-delà de leur mesure, c'est la question de la conception de la richesse et de la valeur, et donc des finalités de l'activité, qui reste à résoudre

Les sociétés sont plongées, en ce début du XXI^e siècle, au cœur d'une crise mondiale du capitalisme. Cette crise est d'ordre structurel et systémique. Parce que, pour la première fois dans l'histoire, le système économique a exacerbé au plus haut point deux types de contradictions qui se renforcent mutuellement : des contradictions sociales et des contradictions écologiques. La fuite en avant financière des trois dernières décennies a réussi à colmater la dégringolade des taux de rentabilité du capital au tournant des années 1960-70, mais cela n'a duré qu'un temps. La crise de 2007 a mis à bas la fiction financière et les politiques néolibérales ne sont efficaces que pour aggraver les conditions du travail et réduire les droits sociaux.

En termes théoriques, l'hypothèse défendue ici est que la crise est une crise de production et de réalisation de la valeur², c'est-à-dire qu'il est de plus en plus difficile pour le

¹ Plusieurs de ces questions seront au centre de mon prochain livre : *Le trou noir du capitalisme*, à paraître aux Éditions du Bord de l'eau en janvier 2020.

² Selon Marx, produire de la valeur est la tâche assignée à la force de travail par le capital ; réaliser la valeur est la transformation du fruit du travail effectué dans la société en monnaie par la vente des marchandises, biens de production comme biens de consommation.

capitalisme de dégager des taux de profit suffisants, dont la progression est bornée par le taux d'exploitation de la force de travail qui ne peut croître indéfiniment, et par l'efficacité du capital aujourd'hui de plus en plus dépendante de la difficulté d'accès aux ressources et de leur coût. Il en résulte un ralentissement très net de l'augmentation de la productivité du travail dans tous les pays capitalistes développés depuis près d'un demi-siècle et on voit apparaître les prémices d'une même évolution dans les pays dits émergents comme la Chine.³

Devant cette situation, les résistances sociales menées par les syndicats ont du mal à enrayer la machine néolibérale et la progression de la conscience écologique est réelle, mais concerne encore une minorité de personnes et de groupes dans la société. Cependant, la dégradation des salaires relativement à la richesse produite, la persistance du chômage de longue durée, la précarité et la pauvreté, tandis que les riches s'enrichissent, sont aujourd'hui au centre du débat public. D'autre part, l'épuisement des ressources, la perte de biodiversité, les multiples pollutions et le réchauffement du climat sont maintenant avérés. La conjonction des causes sociales et environnementales de la crise et leur prise de conscience, sinon conjointe, du moins parallèle, permettent de renouveler les termes du débat au sujet de la transformation de la société dans une perspective d'émancipation humaine et de sauvegarde des équilibres naturels.

Le modèle capitaliste de l'accumulation infinie est aujourd'hui en panne. Et ce n'est pas la fuite en avant de la financiarisation tous azimuts qui peut constituer une voie de substitution durable. Crise sociale et crise écologique conjuguées appellent donc à une révision complète du mode de développement humain. Et c'est là que la discussion commence, parce que beaucoup de propositions alternatives sont nées, des plus orthodoxes aux plus radicales : notamment, de la croissance verte à la décroissance, en passant par le développement soutenable. Comme la croissance économique infinie est impossible, la recherche d'une croissance matérielle forte comme voie de sortie de la crise globale du capitalisme productiviste est impraticable et vouée à l'échec à long terme. Mais la proposition de décroissance immédiate prônée par certains théoriciens est sans doute tout aussi illusoire, en ignorant ou sous-estimant la nécessité d'une transition qui s'étalera vraisemblablement sur plusieurs décennies à l'échelle mondiale. Ainsi, la transformation des systèmes énergétiques, des systèmes et modes de transport, de l'urbanisme, de l'habitat, ainsi que la reconversion de pans entiers de l'industrie et le passage d'une agriculture industrielle polluante et destructrice des paysages et de la biodiversité à une agriculture biologique ou plus raisonnable exigeront des investissements massifs qu'un contexte de diminution de la production globale – au sens strict d'une décroissance – ne permettrait sans doute pas. Pourrait-on alors concevoir une stratégie de développement qualitatif aussi éloignée d'une économie où la recherche du profit prime sur toute autre considération que d'une « sortie de l'économie » ?

1. Une croissance économique infinie est impossible

Le constat de la dégradation de la planète est sans appel

L'épuisement des ressources, notamment des combustibles d'origine fossile, est désormais programmé. La perte de biodiversité, tant sur le plan de la faune que de la flore et l'accélération de la déforestation sont certaines, pendant que la manipulation du vivant prend des allures industrielles. Le GIEC alerte sur le grave risque de dépasser 2° C de hausse de la température moyenne du globe, ce qui provoquerait très probablement au cours du siècle un

³ J'ai défendu cette thèse dans J.-M. Harribey, *L'économie économie, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; renouvelée dans *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013. Sur le plan collectif, voir aussi Attac (J.-M. Harribey et D. Plihon, dir.), *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, La Découverte, 2009 ; Attac (J.-M. Harribey, M. Husson, E. Jeffers, F. Lemaire, D. Plihon), *Cette crise qui n'en finit pas, Par ici la sortie*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.

emballement du climat qui ne serait plus maîtrisable. Les experts proches des classes dominantes espèrent que l'amélioration des processus techniques de production permettra de découpler l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre de celle de la production. Mais, jusqu'ici, le seul découplage constaté est relatif, à cause d'un effet dit rebond : la croissance de la production est plus rapide que la diminution de son contenu en gaz à effet de serre ou de son contenu en énergie.

Graphique 1 : Déconnexion relative mais pas absolue

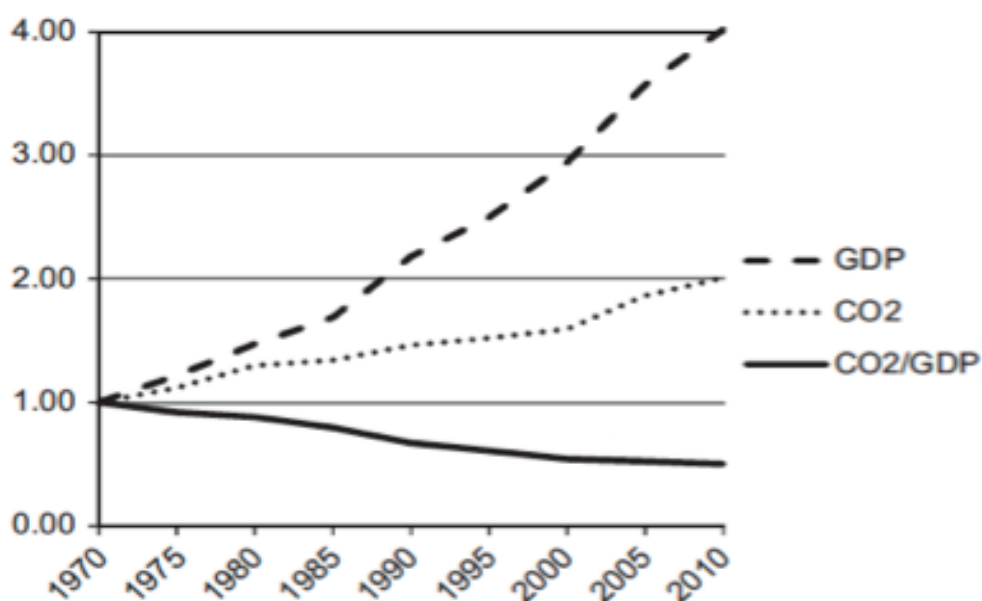


Fig. 1. Gross domestic product (GDP), emissions of CO₂, and the ratio CO₂ emissions per unit GDP (Index values, 1970=1), World 1970–2010 (Based on data from Penn World Tables and BP Statistical Review of World Energy).

Le chimiste de l'atmosphère Paul Crutzen et le biologiste Eugene Stoermer⁴ ont désigné par le terme d'anthropocène une nouvelle ère géologique, après l'holocène qui couvrait les 10 000 dernières années, pour marquer les conséquences des activités humaines sur les écosystèmes terrestres. Surtout depuis la révolution industrielle et l'utilisation à grande échelle des énergies fossiles, elles sont capables de modifier la lithosphère. Il conviendrait donc d'opérer une nouvelle division des temps géologiques.

Certains scientifiques ont alors fait observer que ce concept pouvait laisser penser que la destruction environnementale et l'épuisement des ressources étaient le fait de l'être humain en tant que tel, de l'humanité en général. Or, d'une part, tous les habitants de la planète et toutes les sociétés n'ont pas, et de loin, le même degré de responsabilité de cette destruction et de cet épuisement. D'autre part, c'est bien la logique du productivisme liée à l'accumulation infinie de capital, en parallèle avec la concentration de la propriété privée, qui mène à la crise écologique. Aussi, le concept de capitalocène⁵ émerge dans la communauté scientifique par opposition à celui d'anthropocène.

⁴ P.J. Crutzen et E.S. Stoermer, « The "Anthropocene" », *Global Change*, Newsletter, n° 41, p. 17-18, <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.igbp.net%2Fdownload%2F18.316f18321323470177580001401%2F1316517410973%2FNL41.pdf>.

⁵ A. Malm, *L'anthropocène contre l'histoire, Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, Paris, La Fabrique, 2017. A. Campagne, *Le capitalocène, Aux racines historiques du dérèglement climatique*, Paris, Éd. Divergences, 2017.

Croissance économique et climat

Quelle évolution du produit mondial par tête serait compatible avec un maintien de la hausse de la température en dessous de 2 °C ? Si la baisse de l'intensité de la production en carbone se maintient au niveau constaté au cours des deux dernières décennies, soit environ 1,5 % de baisse par an, et si on veut diminuer de moitié les émissions mondiales de CO₂ d'ici 2050, il serait nécessaire de réduire la production de 0,72 % par an, soit 20 % en 31 ans.⁶ Pour stabiliser la production (croissance zéro) et maintenir le réchauffement en dessous de 2 °C, il faudrait une diminution de l'intensité de la production en CO₂ de 2,2 % par an⁷. Pour le même but, une croissance économique moyenne de 1 % par an exigerait une baisse de l'intensité de la production en CO₂ de 3,2 % par an⁸. Les contraintes sont donc énormes.

L'avertissement de Nicholas Georgescu-Roegen prend alors son sens. Selon lui, bien que la Terre ne soit pas un système isolé (elle reçoit en permanence l'énergie solaire), l'humanité est contrainte par la rareté des ressources, dont le renouvellement n'obéit pas à la même temporalité que l'activité humaine, et par le fait que le recyclage de la matière ne peut jamais être total.⁹

Plusieurs études ont essayé d'évaluer les coûts d'une inaction face au réchauffement climatique et ceux au contraire d'une politique résolue, ou bien pour apprécier l'ampleur du découplage à opérer entre, d'un côté, la production et, de l'autre, les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'énergie et de ressources naturelles. Le rapport de Nicholas Stern¹⁰ en 2006 établit que 1 % de PIB par an serait nécessaire pour atténuer les effets du réchauffement climatique. En cas d'inaction, les conséquences seraient bien supérieures en termes de coût pour l'humanité : des pertes équivalentes à 5 à 20 % du produit mondial par an. Deux ans après avoir rendu son rapport, l'auteur a considéré que le dérèglement s'accélérait et qu'il faudrait, d'ici 2050, réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et de 90 % aux États-Unis. Mais le rapport Stern conserve une conception très orthodoxe de la croissance économique. Il estime en effet que la croissance peut être poursuivie tout en stabilisant les émissions de gaz à effet de serre.

Ce n'est pas la conclusion à laquelle arrive Tim Jackson¹¹ car il juge que l'estimation des coûts à engager pour contenir le réchauffement climatique faite par Stern est trop optimiste. À titre d'exemple, l'intensité des émissions mondiales de carbone par rapport à la production a baissé de près d'un quart au cours des quatre dernières décennies. Mais, en dépit de la baisse des intensités énergétiques et en carbone, les émissions de CO₂ ont augmenté de manière absolue de 80 % depuis 1970 et de 40 % depuis 1990, année de référence du protocole signé à Kyoto en 1997, à un rythme annuel de 2 %. L'Union européenne a diminué ses émissions de GES de 17,5 % par rapport à 1990, ce qui lui permet d'afficher un bilan apparent favorable, ses obligations étant fixées à hauteur de 9 %. Cependant, si l'on tient

⁶ Variation de la production = variation de la quantité de CO₂ / variation de l'intensité en CO₂ de la production. Sur 31 ans d'ici 2050 : $0,5 / 0,985^{31} = 0,799$; par an : $0,799^{1/31} = 0,9928$, soit une baisse de la production de 0,72 % par an. L'influence de l'évolution de la population pendant cette période (le dernier scénario central de l'ONU table sur une augmentation de 7,349 milliards d'habitants en 2015 à 9,725 milliards en 2050) est implicitement incluse car si on divise le produit par la population à gauche de l'équation, on divise aussi la quantité de CO₂ par la population à droite de l'équation.

⁷ $(0,5 / 1)^{1/31} = 0,978$; soit 2,2 % de baisse par an.

⁸ $(0,5 / 1,01^{31})^{1/31} = 0,968$; soit 3,2 % de baisse par an.

⁹ N. Georgescu-Roegen, *La décroissance, Entropie-écologie-économie*, Paris, Éd. Sang de la terre, 2^e éd. 1995. Voir J.-M. Harribey, « À la (re)découverte de Georgescu-Roegen avec Antoine Missemer, *Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique* », *Économie rurale*, n° 342, 2014, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/missemer-ngr.pdf>.

¹⁰ N. Stern, « L'évaluation économique des conséquences du dérèglement climatique », octobre 2006, <http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article165>.

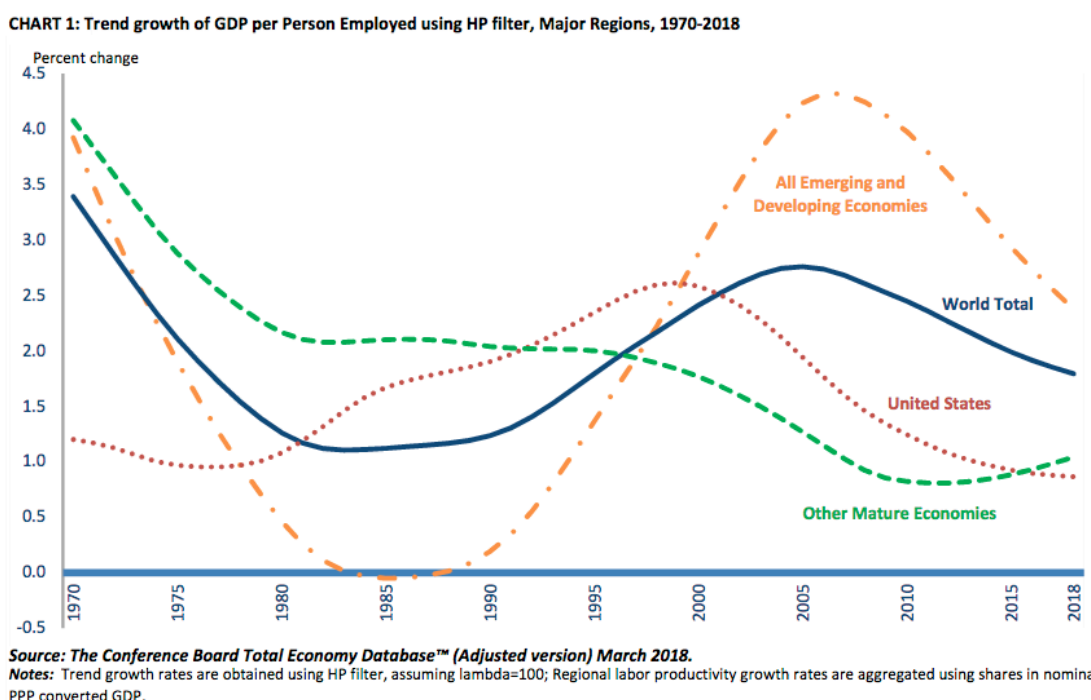
¹¹ T. Jackson, *Prosperité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009, De Boeck et Etopia, 2010.

compte des importations, la baisse n'est que de 4 %. En France, les émissions de GES s'élèvent à 6,9 tonnes d'équivalent CO₂ par habitant, mais à 11,9 tonnes en tenant compte du solde des importations-exportations : une diminution de 5,2 % entre 2010 et 2015 pour le premier indicateur, mais une progression de 2,6 % pour le second¹². Et tout est reparti à la hausse depuis 2016, tant en France qu'en Europe.¹³

L'accumulation du capital en panne ?

Ces alarmes sont renforcées par une interrogation de plus en plus souvent évoquée jusque dans les sphères dirigeantes : le capitalisme ne serait-il pas tombé dans une stagnation longue ? À l'appui de cette thèse, on note un ralentissement très net des gains de productivité du travail dans le monde (graphique 2), qui serait dû à la perte d'influence sur celle-ci du progrès technique (le rôle du progrès technique étant estimé par l'évolution de la productivité totale des facteurs).¹⁴

Graphique 2 : Évolution de la productivité individuelle du travail (PIB/emploi) de 1970 à 2018



¹² Gouvernement.fr, « Les nouveaux indicateurs », <https://www.gouvernement.fr/indicateur-emprunte-carbone>.

¹³ On notera cependant que la méthodologie n'est pas toujours claire pour distinguer les flux import/export ou bien les émissions correspondant à la production nationale ou à la consommation finale nationale.

¹⁴ Cette thèse a été défendue en premier aux États-Unis par R. J. Gordon, « Is US economic growth over ? Faltering innovation confronts the six headwinds », Center for Economic Policy Research, *Policy Insight*, n° 63, september 2012, http://www.cepr.org/sites/default/files/policy_insights/PolicyInsight63.pdf. Pour des compléments, voir M. Husson, « Stagnation séculaire ou croissance numérique ? », *Analyses et documents économiques*, n° 122, juin 2016, <http://hussonet.free.fr/ade122.pdf> ; « Économie politique, Penser et mesurer la stagnation séculaire », *À l'encontre*, 19 mars 2018, <http://alencontre.org/economie/economie-politique-penser-et-mesurer-la-stagnation-seculaire.html> ; J.-M. Harribey, « L'impact cumulé des crises sociale et écologique du capitalisme sur la croissance : la fin programmée de celle-ci », Colloque de la Régulation, 10-12 juin 2015, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/fin-croissance-rr.pdf> ; « La nouvelle crise arrive », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2015/07/23/la-nouvelle-crise-arrive/#more-447>, 23 juillet 2015 ; « La crise est bien celle du capitalisme », *Les Possibles*, n° 9, printemps 2016, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-9-printemps-2016/debats/article/la-crise-est-bien-celle-du-capitalisme>.

Si cette évolution de la productivité était confirmée à long terme, avec des répercussions sur la rentabilité du capital¹⁵, la discussion sur la décroissance serait-elle renouvelée ? Au premier abord, l'assimilation du progrès humain au progrès matériel, lui même découlant de la croissance économique, n'est plus possible. Mais il n'est pas juste d'en attribuer, comme le font certains théoriciens cités ci-dessous, la paternité aux philosophes des Lumières, car, pour ceux-ci, le progrès était avant tout celui de l'esprit, de la morale et des libertés politiques.

2. La décroissance, mais de quoi et pour qui ?

À la question « comment définir la décroissance ? », les réponses apportées par les partisans de cette option, (« c'est un mot obus », ou bien « la décroissance n'est pas le contraire de la croissance », ou bien « c'est la transformation de l'imaginaire ») sont-elles à la hauteur des problèmes posés ?

Une définition inconsistante

« La décroissance, pour nous, n'est pas la croissance négative, expression oxymorique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance », explique Serge Latouche¹⁶. Or, on ne peut pas critiquer la croissance du PIB qui serait l'objectif de nos sociétés (ce qui est contestable car le but du capitalisme n'est pas le taux de croissance économique mais le taux de profit le plus élevé possible) en refusant ensuite d'admettre que la décroissance ne vise pas à le faire diminuer. « La décroissance n'est envisageable que dans une "société de décroissance", c'est-à-dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique »¹⁷, poursuit l'auteur. La difficulté tenant à cette tautologie est censée être résolue par l'idée que le mot d'ordre de la décroissance ne vise qu'à sortir de l'imaginaire de la croissance, mais n'y a-t-il pas le risque d'une épistémologie idéaliste, où tout se joue au niveau des représentations, totalement coupées des rapports de classes ?

L'assimilation entre « économie » et « capitalisme » ou entre « économie » et « productivisme » est intenable, car Serge Latouche¹⁸, Gilbert Rist¹⁹ et Paul Ariès²⁰ font de l'économie une invention de la modernité, en confondant l'économie en tant que catégorie anthropologique et l'économie capitaliste en tant que catégorie historique, et en considérant qu'avant le capitalisme il n'y avait pas d'économie. En pratiquant cette confusion, on risque d'occulter la nécessaire critique du capitalisme contemporain, alors que la transformation qu'il a imposée au monde depuis quatre décennies a exacerbé sa tendance à la marchandisation généralisée en soumettant toutes les activités humaines à une rentabilité

¹⁵ Le taux de profit peut être formalisé de plusieurs manières différentes de celle de Marx (taux de plus-value / 1+composition organique du capital). Par exemple, taux de profit = part des profits/coefficient de capital ; ou bien taux de profit = $(1 - \text{salaires réel/productivité du travail}) / (\text{capital par tête/productivité du travail})$. L'évolution du taux de profit = $(\text{part des salaires/part des profits}) [(\text{moyenne de la croissance de la productivité du travail pondérée par la part des salaires et de la croissance de l'efficacité du capital pondérée par la part des profits} / \text{part des salaires}) - \text{croissance du salaire réel}]$. La moyenne de la croissance de la productivité du travail pondérée par la part des salaires et de la croissance de l'efficacité du capital pondérée par la part des profits n'est autre que la croissance de la dénommée productivité globale des facteurs dans l'analyse néoclassique. Pour une présentation de la productivité globale des facteurs, voir J.-M. Harribey, « La productivité totale des facteurs », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/cours/ptf.pdf>. Pour une présentation du lien entre productivité du travail et rentabilité du capital, voir M. Husson, « Taux de profit, salaire et productivité », Note hussonet, n° 94, 4 mars 2016, <http://hussonet.free.fr/tprofprod.pdf>.

¹⁶ S. Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007, p. 21. Voir aussi du même auteur *La décroissance*, Paris Humensis, 2019 ; pour un commentaire, voir J.-M. Harribey, « Que sait-on de la décroissance ? », 15 avril 2019, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2019/04/15/que-sait-on-de-la-decroissance>.

¹⁷ S. Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, op. cit.

¹⁸ S. Latouche, *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.

¹⁹ G. Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sc. po., 1996, 2^e éd. 2001.

²⁰ P. Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Paris, Éd. Goliais, 2005.

financière exorbitante, par le sacrifice de l'emploi, des salaires, du droit du travail, de la protection sociale et aussi des investissements qui seraient nécessaires pour prendre vraiment en compte l'écologie. Dans ces conditions, affirmer qu'une critique du capitalisme est devenue inutile, et qu'il suffit de parler d'anti-productivisme, est une erreur théorique mais aussi une impasse stratégique. En effet, quel est le principe fondamental qui gouverne notre société : s'agit-il de la croissance ou du capitalisme ? Les théoriciens de la décroissance cités ci-dessus abandonnent la critique marxienne du capitalisme parce que fondamentalement ils n'adhèrent pas ou plus à cette critique, et qu'il situent l'origine de nos maux au-delà de ce système. La « société de croissance » ou bien la « démesure humaine », l'*hubris*, surdétermineraient tout, indépendamment des rapports sociaux.²¹ L'idée selon laquelle il faudrait « sortir de l'économie »²² renvoie à la confusion signalée plus haut et, de plus, est contradictoire avec l'autre idée exprimée conjointement de la « faire rentrer dans son lit », car on ne peut pas à la fois se revendiquer du réencastrement de l'économie dans la société à la suite de Polanyi²³ et vouloir sortir de l'économie.

La décroissance et le social

Dans le contexte de crise majeure du capitalisme mondial qui se traduit en de nombreux endroits par la récession économique frappant les plus pauvres, on doit pouvoir répondre aux interrogations concernant les transformations à envisager pour passer d'un modèle productiviste à un modèle socio-écologique, sans provoquer encore davantage de dégâts sociaux. Après s'y être opposés, la plupart des théoriciens de la décroissance se sont ralliés à l'idée de réduire le temps de travail. Mais ce choix est aussitôt troublé par l'idée qu'il conviendrait, selon certains, d'instaurer un revenu universel dont on se demande d'où il sortirait puisqu'il serait versé « préalablement »²⁴ à tout travail. Une fois de plus, le mythe de la génération spontanée est la version « de gauche » de la fécondité du capital : la richesse monétaire naîtrait en dehors du travail humain ; on sait combien cette fable fait des ravages pour imposer les fonds de pension à la place des retraites par répartition. Et le sociologue américain de gauche Erik Olin Wright risque de tomber dans le piège du revenu inconditionnel de base pour solde de tout compte remplaçant la protection sociale quand il écrit : « Rien n'interdit que les politiques de service public, comme l'éducation ou les politiques de santé, qui dérogent à l'impératif de rentabilité, puissent continuer à être mises en œuvre parallèlement au versement de ce revenu inconditionnel de base qui, en échange, se substituerait aux différentes prestations sociales redistribuées par l'État (protection sociale, allocations familiales, assurance chômage, pensions de retraite), puisque le montant des revenus de cette allocation de base permettrait à tous les individus de subvenir décentement à leurs besoins. »²⁵

À juste titre, les penseurs de la décroissance font souvent l'éloge de la gratuité. Or, celle-ci n'est possible que par construction sociale ou bien parce que la productivité du travail le permettrait. Mais la critique en soi de la productivité, quel que soit son contenu, est incompatible avec un éloge de la gratuité. Que vaut alors l'affirmation que la décroissance

²¹ Loin de nous l'idée de nier l'existence de cet *hubris* dont les Grecs avaient eu l'intuition, et que Castoriadis avait souligné ; ce que nous contestons, c'est l'idée que l'*hubris* pourrait être isolé de l'enracinement social et des phénomènes de domination dans lesquels il se débride.

²² S. Latouche, « Pourquoi la décroissance implique de sortir de l'économie ». », *La Décroissance*, n° 121, juillet-août 2015.

²³ K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

²⁴ P. Ariès, *Décroissance ou barbarie, op. cit.*, p. 106.

²⁵ E. O. Wright, *Envisioning Real Utopias*, Londres, Verso, 2010, trad. fr. *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017, p. 19. Pour une critique de cette vision : M. Alaluf et D. Zamora (dir.), S. Ackerman, J.-M. Harribey, *Contre l'allocation universelle*, Montréal, Lux Éditeur, 2016 ; Les Économistes atterrés et la Fondation Copernic (J.-M. Harribey et C. Marty, coord.), *Faut-il un revenu universel ?*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2017.

n'est pas le retour en arrière, après avoir loué les communautés indiennes qui réservaient l'usage de la roue aux jouets²⁶.

3. De l'économie néoclassique de l'environnement à la croissance verte

Le questionnement suscité par la raréfaction des ressources naturelles ou par les diverses pollutions est déjà ancien. Tout au long du XX^e siècle, plusieurs jalons avaient été posés à l'intérieur même de la théorie orthodoxe. En 1920, Athur C. Pigou avait montré que les coûts sociaux non pris en charge par le marché – les « externalités négatives » – nécessitaient d'imposer une taxe afin de réinternaliser ces externalités. En 1931, Harold Hotelling avait modélisé l'utilisation d'une ressource épuisable en introduisant dans le prix de celle-ci une rente qui devait augmenter d'un taux égal au taux d'actualisation²⁷ au fur et à mesure que la ressource s'épuisait. En 1977, John Hartwick énonçait la règle de compensation intergénérationnelle selon laquelle les rentes prélevées au fur et à mesure de l'épuisement des ressources devaient être réinvesties pour produire du capital qui puisse remplacer les ressources épuisées.

Deux versions de la soutenabilité

Ainsi naissait la version faible de la soutenabilité du développement qui allait s'imposer après l'adoption du rapport Brundtland par l'ONU en 1987 : les facteurs de production, parmi lesquels les ressources de l'environnement, étaient déclarés continuellement substituables entre eux. L'économie pouvait dès lors s'occuper d'environnement et la capacité à s'occuper d'écologie était dans l'ADN du capitalisme, dans la mesure où les « biens communs » ne pouvaient aboutir qu'à une « tragédie », selon la formule de Hardin en 1968. La solution fut la création de droits de propriété transférables, imaginée par les économistes Ronald Coase²⁸ et John Dales²⁹. Le principe est de mettre face à face le pollueur et le pollué qui échangent leurs droits jusqu'à ce que le coût marginal des efforts de dépollution du premier égale le gain marginal du second. Le Protocole de Kyoto a mis en application ce principe, notamment dans le cadre du marché européen de permis d'émission de gaz à effet de serre à partir de 2005.

L'approche de la soutenabilité faible ne tarda pas à se révéler incohérente et apologétique d'un système en crise. La comparaison entre les coûts et les avantages suppose une évaluation monétaire que le marché est incapable de donner. Même si l'on passe outre à cette difficulté, la procédure d'actualisation nécessaire pour comparer des prix dans le temps est non pertinente pour prendre en compte l'avenir à très long terme, d'autant plus que les décisions en matière d'environnement se heurtent à l'incertitude entourant leurs conséquences futures. Les processus de constitution et d'évolution des écosystèmes échappent à tout horizon humain. Le temps économique que l'actualisation est censée prendre en considération n'a aucune commune mesure avec le temps biologique et écologique. Le taux d'actualisation est le moyen d'exprimer la préférence du présent au futur : plus le taux sera élevé, plus la dépréciation du futur sera forte : l'intérêt des générations à venir est donc sacrifié.

En transformant les inconvénients subis par les individus dans leur environnement en avantages monétaires, on provoque un effet pervers pour l'environnement démontré par David Pearce³⁰ car la pollution ne donne lieu à une pénalité monétaire que lorsque le seuil de capacité d'auto-épuration de l'environnement est franchi. Comme l'effet est de rabaisser ce

²⁶ P. Ariès, *Décroissance ou barbarie*, op. cit., p. 17.

²⁷ Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt annuel qui permet de comparer une valeur monétaire actuelle et une valeur monétaire future. Plus le taux est élevé, plus il dévalorise le futur.

²⁸ R.H. Coase, « The problem of social cost », *Journal of Law and Economics*, vol. 3, octobre 1960, p. 1-44, <http://www2.econ.iastate.edu/classes/tsc220/hallam/Coase.pdf>.

²⁹ J.H. Dales, *Pollution, property and prices, An essay in policy-making and economics*, (1968), Edward Elgar, 2002, <https://ideas.repec.org/b/elg/eebook/2553.html>.

³⁰ D.W. Pearce, *Environmental economics*, London, Longman, 1976.

seuil, cela conduit progressivement à une dégradation inexorable. Le principe du pollueur payeur ne peut donc se substituer au principe de précaution, car à lui seul il ne peut conduire à une gestion protectrice de la nature. La mise en place d'écotaxes n'est susceptible de produire des effets bénéfiques pour l'environnement que si elle est associée à des mesures de prévention visant à éviter ou diminuer la pollution et la dégradation et non pas seulement à réparer ces dernières ou, pire, à les compenser monétairement.

Fondamentalement, la tentative d'introduire le calcul économique dans la détermination de la « valeur » de la nature ou de la « valeur » que produit la nature se heurte à deux obstacles insurmontables.

L'un est d'ordre épistémologique : la valeur économique est une construction sociale et n'existe pas à l'état naturel. Donc parler de « valeur économique intrinsèque de la nature » n'a aucun sens. La « valeur » de la nature est d'une autre dimension qu'économique et ne relève pas du calcul : au sens propre, elle est inestimable³¹. Contrairement à ce que soutiennent beaucoup d'écologistes et d'économistes néoclassiques de l'environnement, la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, parce que la catégorie valeur n'appartient pas à l'ordre naturel, elle est d'ordre socio-anthropologique. Et, au sein de cet ordre, la valeur de la nature relève d'un autre domaine que l'économie : l'éthique, le philosophique ou le politique, non quantifiables. Le philosophe John Dewey³² avait expliqué dans un tout autre domaine (celui de l'éducation) que la notion de valeur intrinsèque d'un objet était une contradiction dans les termes parce que la valeur supposait une intervention extérieure à l'objet (ici, la relation de l'homme à la nature).

Passant outre à cet obstacle, la plupart des manuels d'économie de l'environnement arguent que désormais, on doit et on peut mesurer la valeur totale de la nature en additionnant sa « valeur d'usage », sa « valeur d'option » et sa « valeur intrinsèque ». Ainsi seraient évalués les « services rendus par la nature », de la même façon que la Banque mondiale, l'OCDE et l'Union européenne recommandent, pour définir le capital, d'additionner le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel. Mais avec quelle unité de mesure commune ?

Le second obstacle au calcul économique tient à la méthode utilisée pour mesurer la prétendue valeur économique créée par la nature : elle consiste à utiliser la notion néoclassique de fonction de production de type « Cobb-Douglas » à facteurs substituables. Les défauts méthodologiques de la fonction de production ont été démontrés il y a plus d'un demi-siècle par l'économiste anglaise Joan Robinson³³.

De la fonction savante Cobb-Douglas à sa version pour gogos

Voici d'abord la petite histoire racontée pour endormir les enfants économistes : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau ! »³⁴

³¹ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, op. cit.

³² J. Dewey, *La formation des valeurs*, 1981, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2011.

³³ J. Robinson, « The Production Function and the Theory of Capital », *Review of Economic Studies*, vol. XXI, n° 2, 1953-54, p. 81-106. Voir B. Guerrien et O. Gun, « En finir pour toujours avec la fonction de production agrégée ? », *Revue de la régulation*, n° 15, printemps 2015, <http://regulation.revues.org/10802>.

³⁴ C. de Perthuis et P.-A. Jouvét, *Le capital vert, Une nouvelle perspective de croissance*, O. Jacob, 2013, p. 196 et p. 10.

Ce raisonnement pseudo-pédagogique ne vaut rien : au lieu d'imaginer le nettoyage à sec des toisons de laine, que se passerait-il si l'on empêchait le berger de respirer ? Sans air, il mourrait dans les quelques minutes qui suivraient son apnée et son activité avec lui. Serait-on autorisé à dire que l'air produisait toute la valeur ajoutée ? Évidemment, non. Alors ? Voici la version « savante » censée clore la discussion.

En perfectionnant le modèle de croissance de base de l'économiste Robert Solow, les économistes néoclassiques, incorporent un troisième facteur E représentant l'environnement dans la fonction de production : $Q = K^a L^b E^c$, où a , b et c sont les élasticités partielles³⁵ de la production Q par rapport à chacun des facteurs capital (K), travail (L) et environnement (E), et simultanément sont aussi la part de leurs propriétaires dans le produit global, puisque les rendements restent constants ($a + b + c = 1$).

Quand on prend la dérivée logarithmique de Q par rapport au temps, on obtient le taux de croissance de Q , qui se décompose comme la somme du taux de croissance de chaque facteur pondéré par sa part dans le produit total. Grâce aux propriétés mathématiques de cette fonction, on a l'illusion que le résultat obtenu donne la contribution de chaque facteur à la production et, en particulier, la contribution de la nature à la création de la valeur de cette production. Mais ce n'est qu'une illusion.

En effet, on n'obtient ce résultat que parce que la fonction multiplie les facteurs pour les rendre substituables entre eux, aux antipodes d'une conception écologiste où les facteurs seraient complémentaires et au nom de laquelle on ne devrait donc pas réclamer qu'on incorpore le facteur environnement dans une telle fonction de production. Ensuite, cette fonction a été construite pour conserver l'hypothèse selon laquelle la rémunération d'un propriétaire de facteur est égale à la prétendue « productivité marginale » de ce facteur. Cette règle constitue l'un des piliers de la théorie microéconomique néoclassique qui en fait la condition de l'utilisation optimale des facteurs de production. Enfin, on pourrait ajouter beaucoup d'autres facteurs dans cette fonction et trouver une « justification » de la part que s'approprient leurs propriétaires et dont la croissance pondérée viendrait atténuer celle imputable aux seuls capital et travail dans une fonction à deux variables. Tout cela est impeccable mathématiquement, mais c'est une aberration économique. Il s'agit sans doute aussi d'une imposture écologique quand une analyse coûts/bénéfices, comme celle de l'économiste William Nordhaus, auréolé en 2018 du prix d'économie de la Banque de Suède, conclut à ce que la solution optimale conduise à un réchauffement de 3,5° C en 2100³⁶.

Ce que, au fond, ignorent les économistes néoclassiques, c'est la notion de facteur limitant : un seul élément manque, et la production s'arrête. Telle est l'opposition radicale entre substituabilité des facteurs et complémentarité, c'est-à-dire entre la version faible de la soutenabilité (avec la substituabilité des facteurs de production) et la version forte (avec la complémentarité des facteurs).

La croissance verte, option des institutions internationales

Il s'ensuit que le développement soutenable est propice à des interprétations différentes. Celle de la soutenabilité faible s'est imposée dans toutes les instances internationales. Mais il faut noter un infléchissement du discours sur la croissance. Celle-ci ne va plus de soi. On ne trouve plus que rarement exprimée ouvertement la croyance en une croissance infinie. Le rapport Brundtland avait donné le ton, en la soumettant à des conditions : « Pour répondre aux besoins essentiels, il faut réaliser tout le potentiel de croissance », mais il ajoutait aussitôt : « le développement soutenable nécessite de toute évidence la croissance économique là où les ces besoins ne sont pas satisfaits »³⁷.

Aujourd'hui, la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour l'environnement et l'OCDE prennent soin de théoriser une croissance qui doit être désormais

³⁵ L'élasticité partielle de la production par rapport à un facteur mesure la variation de la production par rapport à la variation de ce facteur.

³⁶ Kungliga Vetenskaps-Academien, The Royal Swedish Academy of Sciences, « Integrating nature and knowledge into economics », The Prize in economic sciences 2018, <https://www.nobelprize.org/uploads/2018/10/popular-economicsscienceprize2018.pdf>.

³⁷ Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Montréal, Éd. du Fleuve, 2^e éd. 1989, p. 52.

« inclusive », « durable », « verte »...³⁸ La Banque mondiale pose la problématique ainsi : il faut définir des droits de propriété sur l'environnement, qui sont « manquants ou incomplets³⁹ », en « aidant les firmes à remonter la chaîne de valeur, organisant les compromis entre croissance forte et produits plus verts, et incorporant la valeur économique des services dans les décisions de politiques⁴⁰ », et en mesurant la valeur en dollars de l'utilisation du capital naturel : « entre 1000 et 1200 milliards de dollars par an », dont 445 à 485 milliards en énergies fossiles, 200 à 300 milliards en eau, 10 à 30 milliards en subventions à la pêche, 370 milliards en transferts à l'agriculture⁴¹.

On est donc dans la droite ligne projetée par toutes les institutions internationales : la croissance verte inclusive est le nouvel habillage d'une version édulcorée du développement soutenable, car la Banque mondiale fait mine de se soucier de la difficulté à remplacer des éléments naturels par du capital produit par l'homme, mais elle oublie totalement ce souci dans la modélisation théorique qui sous-tend tous ses raisonnements sur la « croissance inclusive ». Le mariage de l'écologie avec l'économie capitaliste, vu sous l'angle de la résilience dans une société du risque fait dire à Florence Rudolf que « la modernisation écologique procède d'un processus de dépolitisation » et qu'« elle fait miroiter un dépassement de la crise écologique sans rupture, sans changement. Elle neutralise les rapports sociaux et les forces sociales »⁴². Ce processus peut alors être interprété comme un pas en avant vers la marchandisation de la nature⁴³.

La croissance verte couplée avec la finance verte

En suivant les travaux de Coase et de Dales, la création de marchés de permis d'émission est conditionnée par la possibilité d'échange de droits, comme dans le cadre du Protocole de Kyoto. Dans le même temps, beaucoup d'institutions bancaires et financières se spécialisent aujourd'hui dans l'émission d'« obligations vertes » (*green bonds*) pour financer un projet à vocation écologique, ou bien dans l'émission d'« obligations catastrophes » (*cat bonds*), qui sont des formes de contrats d'assurance ou de compensation contre le réchauffement du climat, contre la disparition de telle ou telle espèce animale ou végétale, et contre la dégradation d'un milieu naturel. Le marché mondial de ces diverses obligations est encore petit, mais il se développe rapidement : 4,5 milliards de dollars d'émissions en 2012, 100 milliards en 2017. De 2005 à 2017, un quart des 895 milliards d'obligations émises ont été dites vertes⁴⁴.

L'État français a levé par le biais de l'Agence France Trésor 7 milliards d'euros en décembre 2016, à échéance en 2039. Engie a levé 2,5 milliards en 2014 pour financer des

³⁸ Par exemple, World Bank, *Where is the Wealth of Nations ? Measuring Capital in the 21st Century*, 2006, <http://siteresources.worldbank.org/INTEEI/214578-1110886258964/20748034/All.pdf> ; *Inclusive Green Growth, The Pathway of Sustainable Development*, 2012, http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf?cid=ISG_E_WBWeeklyUpdate_NL.

³⁹ World Bank, *Inclusive Green Growth, The Pathway of Sustainable Development*, 2012, p. 46, dans l'encadré intitulé « Les défaillances institutionnelles et de marché qui aident à expliquer pourquoi la croissance est souvent écologiquement insoutenable ».
http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf?cid=ISG_E_WBWeeklyUpdate_NL.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 3, voir aussi p. 107.

⁴¹ *Ibid.*, Encadré 0.1, p. 9.

⁴² F. Rudolf, « De la modernisation écologique à la résilience : un réformisme de plus ? », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 13, n° 3, décembre 2013, § 28, <http://vertigo.revues.org/14558>.

⁴³ R. Keucheyan, *La nature est un champ de bataille, Essai d'écologie politique*, Paris, La Découverte, 2014.

⁴⁴ Climate Bonds Initiative, « Green Bonds Market Summary : Q3 2017 », <https://www.climatebonds.net/files/files/Q3-2017-Market-Summary.pdf>. Le stock d'obligations émises dans le monde est évalué à près de 100 000 milliards de dollars ; celui des obligation vertes en représente donc environ 0,1 %.

barrages en Amazonie, suivis de 1,25 milliard en 2017. Le gouvernement français a demandé à la Caisse des dépôts et consignations et à la Banque publique d'investissement d'émettre des obligations vertes. Sont éligibles les titres concernant le financement du bâtiment, des transports, de l'énergie, de la protection de la biodiversité et du contrôle de la pollution. Depuis l'adoption de la loi de transition énergétique en 2015, les institutions financières sont obligées de publier un rapport sur leur exposition aux risques climatiques et sur leur politique en faveur de la transition énergétique.

On comprend que, pour les multinationales, il y a, derrière la finance verte, une opportunité de verdir leur image : Apple a émis en 2016 une obligation verte de 1,5 milliard de dollars en 2016 et une autre de 1 milliard en 2017 pour financer ses efforts en énergie renouvelable et en efficacité énergétique ; et British Petroleum a décidé, en 2000, de devenir la compagnie pétrolière « la plus verte du monde ». Mais le problème crucial est celui du contrôle de la qualité écologique des projets. Or, le marché ne juge de la pertinence de ces émissions, c'est-à-dire de leur rentabilité et de leur risque, qu'à travers la rentabilité et la cotation en bourse. L'institution émettrice ne fait pas l'objet d'un contrôle *a priori*. Au point que l'OCDE et l'Union européenne ont demandé de définir plus précisément les mécanismes et critères de certification, mais, pour l'instant, les critères permettant de certifier les labels de soutenabilité restent très flous. Au niveau international, les agences de notation utilisent le label « critères environnementaux, sociaux et de gouvernance », mais dont la préoccupation principale est de juger la rentabilité des fonds ayant satisfait à ces critères.

On évalue à environ 40 milliards d'euros les investissements qualifiés « climat » en France en 2018. Or, « pour atteindre la trajectoire des objectifs nationaux en matière de climat, il manque encore 10 à 30 milliards d'euros d'investissements annuels. [...] Cependant, le retard pris entre 2016 et 2018 représente des investissements manqués de 40 à 90 milliards d'euros. Pour rattraper ce retard entre 2019 et 2023 et couvrir les besoins initiaux, il faudrait investir entre 55 et 85 milliards d'euros par an. »⁴⁵ Les deux tiers de ces investissements sont effectués par des agents privés (entreprises et ménages) qui se répartissent notamment ainsi : 14,5 milliards en faveur de l'efficacité énergétique, 5,9 milliards pour les énergies renouvelables, 9,2 milliards pour la construction et la conformité des infrastructures de transports et de réseaux. Mais sont comptés aussi 2,1 milliards, au titre de la réduction des gaz à effet de serre dans la rénovation du parc nucléaire, dans les procédés non énergétiques et dans la réduction des gaz à effet de serre autres que le CO₂. Ces investissements représentaient 8,5 % de la totalité des investissements en France en 2016.

Les électriciens européens (notamment EDF, Engie, RWE, E.ON) se sont ligüés pour faire échouer la fixation d'un prix du carbone suffisamment élevé pour obliger à fermer les centrales à charbon : il s'en est suivi un effondrement des investissements dans les énergies renouvelables depuis 2011⁴⁶. Dans le cadre de la discussion au Parlement français de la loi de finances pour 2018, les collectivités territoriales se sont élevées contre la diminution des aides aux investissements de transition, du fait de l'affectation de la quasi-totalité des 8 milliards provenant de la « contribution climat » des ménages à l'allègement des cotisations sociales et non aux actions en faveur du climat. C'est le même défaut qui est apparu lorsque le gouvernement français a introduit dans la loi de finances 2019 l'augmentation de la taxe sur les carburants, qui a entraîné ensuite la révolte des Gilets jaunes.

L'écologie peut-elle se couler dans le capitalisme ?

Il y a de gros risques que l'idée de la croissance verte ne soit qu'un habillage d'un capitalisme qui, par conversion miraculeuse, comme l'autre sur son chemin de Damas,

⁴⁵ I4CE, « Panorama des financements climat, Édition 2018, <https://www.i4ce.org/wp-core/wp-content/uploads/2018/11/I4CE-Panorama-des-financements-climat-résumé-2018-FR.pdf>, p. 4.

⁴⁶ C. Turmes, « Comment les lobbies de l'électricité freinent la transition énergétique », *Alternatives économiques*, n° 369, juin 2017.

deviendrait écologique, et dont la promesse vaudrait autant que celle de devenir social. À ce propos, le discours de certains dirigeants de l'écologie politique est tout à fait significatif. Le bon score des Verts à l'élection du parlement européen en mai 2019, notamment en France et en Allemagne, a été commenté comme signifiant la prise de conscience croissante de la crise écologique, du réchauffement du climat et de la forte diminution de la biodiversité. Tandis que l'émiettement et l'effondrement des partis de gauche laissent accroire que les anciens clivages gauche/droite fondés sur une sociologie de classes seraient en voie d'extinction. Certains s'essayaient même à théoriser cet effacement au profit de l'écologie qui, désormais, surplomberait tout le reste, c'est-à-dire le social.

David Cormand, secrétaire national des Verts énonce ainsi cette thèse : « La gauche d'inspiration marxiste telle qu'elle s'est épanouie depuis le début du XIX^e siècle est "incomplète" théoriquement et idéologiquement pour répondre aux ravages causés par le modèle de développement. En ayant omis la question écologique, la pensée marxiste a fait deux concessions décisives au capitalisme : l'acceptation du productivisme et la valorisation de la consommation comme moyen d'émancipation. Le temps de l'écologie est venu. La critique sociale du capitalisme est fondamentale, mais l'argument écologique dans la critique des conséquences de la révolution industrielle est essentiel. L'enjeu à venir est de revoir radicalement notre relation à la production et à la consommation. C'est en cela que la pensée écologiste n'est non seulement pas supplétive de la gauche hégémonique du siècle et demi qui vient de s'écouler, mais elle l'englobe et la transcende. »⁴⁷

Yannick Jadot confirme que « le temps est venu que l'écologie soit la matrice qui réorganise l'économie et qui réorganise le social »⁴⁸. Et Jérôme Gleizes résume le tout par : « la question écologique transcende la question sociale »⁴⁹.

L'affirmation de Cormand selon laquelle le marxisme aurait conçu l'émancipation par « la valorisation de la consommation » relève de l'inculture ou de la *fake news*. Plus sérieusement, la question de l'intégration de l'écologie dans le combat émancipateur mérite d'être interrogée. Il est vrai que le mouvement politique qui s'est réclamé de Marx pendant tout le XX^e siècle a globalement ignoré l'écologie, au motif que tout relevait des rapports sociaux de production et que la transformation de la société se résumait à la destruction du capitalisme et de la propriété privée. Autrement dit que la question sociale submergeait tout. Faut-il alors simplement inverser les termes du problème parce que l'écologie transcenderait le social ?

Cette idée de transcendance contient en elle l'idée d'une hiérarchie théorique, politique et stratégique. Or, cette hiérarchie condamne 1) à ne pas comprendre ce qu'est le capitalisme, 2) à exprimer sans le dire l'intérêt des classes moyennes les plus favorisées, et 3) à échouer de la même façon que les révolutions du XX^e siècle ont échoué. Ces dernières ont cru qu'il suffisait de changer la propriété privée en propriété publique et que le pouvoir des travailleurs se substituerait facilement à celui des capitalistes, sans s'interroger sur le contenu de la production. Les écologistes galvanisés par leur succès aux élections nous racontent la fable inverse : parce que l'écologie surplomberait le social, l'affaire de l'émancipation serait résolue.

Or, l'affaire mérite mieux que cette nouvelle simplification mystificatrice. Si la société est certes insérée dans la planète Terre et ses écosystèmes, et non pas l'inverse, cela n'implique pas que l'évolution humaine n'ait aucune autonomie de cheminement. Il faut donc voir le rapport de l'Homme à la nature comme une co-évolution⁵⁰. Beaucoup disent

⁴⁷ D. Cormand, « Tout doit changer », Blog Médiapart, 27 mai 2019, <https://blogs.mediapart.fr/david-cormand/blog/270519/tout-doit-changer>.

⁴⁸ Cité par S. de Royer dans *Le Monde*, 28 mai 2019.

⁴⁹ J. Gleizes, « De l'urgence écologique à la réponse politique », *Politis*, n° 1555, 30 mai 2019.

⁵⁰ Voir notamment René Passet, *L'économique et le vivant*, Payot, 1979, 2^e éd. Economica, 1996. Pour une présentation : J.-M. Harribey, *L'économie économe*, op. cit.

aujourd'hui que l'écologie ne peut aller sans le social et vice versa. Mais cette maxime simple ne peut se concrétiser si, dans le même temps, il est implicitement, sinon explicitement, affirmé que le capitalisme pourrait fort bien intégrer la préoccupation écologique, au moyen de taxes ou d'échanges de droits à polluer, globalement grâce à des mécanismes de marché, le rôle de la régulation politique se limitant à vérifier le respect de la concurrence. Le concept d'écologie de marché⁵¹ est aujourd'hui mis en avant sans détour. Il peut en exister une version se présentant sous les meilleurs auspices comme le « Green New Deal », la « Nouvelle donne », ou une version moins propre comme l'écoblanchiment ou « greenwashing »⁵².

Au-delà des problèmes sémantiques, la dynamique de l'accumulation du capital est dirigée par le profit à court terme, alors que la temporalité des évolutions naturelles relève du très long terme. Il y a là une incompatibilité de fond entre capitalisme et écologie. La vision de court terme est encore aggravée par la phase actuelle du capitalisme, dominée par la finance mondiale.

Tout le monde s'accorde à dire que des centaines de milliards d'euros dans l'Union économique et monétaire européenne et de dollars dans le monde devront être mobilisés chaque année pendant plusieurs décennies pour financer les investissements de transition (énergie, transports, infrastructures, urbanisme...). Une politique monétaire entièrement nouvelle sera donc nécessaire pour affecter la création de monnaie à ces investissements. Cela signifie une rupture par rapport à l'indépendance des banques centrales et un contrôle social des banques. Autrement dit, une politique écologique retrouvera sur son chemin la question de la propriété sociale des institutions bancaires et des grandes entreprises stratégiques.⁵³ Se contenter de modifier le régime de propriété conduit à l'échec, mais ignorer cette question serait également une erreur capitale. D'où le problème de la transition.

4. Quelle transition sociale et écologique ?

Toutes les nuances de l'écologie sont dans la nature, si l'on peut dire ! Depuis la croyance en la compatibilité entre le capitalisme et l'écologie jusqu'à l'écologie la plus radicale. Ce qui revient à dire depuis la perpétuation de la croissance économique au sein du capitalisme globalisé jusqu'à la décroissance globale et immédiate de la production. Mais, au-delà d'une typologie forcément schématique, la discussion sur la transition entre un mode de développement productiviste et un mode de développement réellement soutenable permet de poser deux questions : celle de la temporalité du passage de l'un à l'autre et celle de la qualité de la transformation.

Le temps long et l'urgence

Le GIEC estime que l'humanité doit réduire ses émissions de gaz effet de serre de moitié d'ici 2050, c'est-à-dire en à peine plus de 30 ans, sans quoi l'emballage du climat ne sera plus maîtrisable à l'échelle du siècle. Cela signifie que, pour assurer l'avenir à long terme, une politique écologique doit démarrer dans l'urgence. Mais il y a une contrainte sociale pesant sur cette urgence, c'est celle mise en évidence avec force lors du mouvement des Gilets jaunes : sauver la planète en condamnant les pauvres est un scénario perdant.

Nous sommes donc sur une ligne de crête étroite. D'un côté, il y a ceux pour qui la relance de l'économie doit être orientée vers davantage de produits verts, mais sans que soit remise en cause la nécessité de poursuivre toujours une croissance économique, dont le lien avec l'accumulation capitaliste est passé sous silence. De l'autre, il y a des collapsologues,

⁵¹ Paul Hawken, « *L'écologie de marché ou l'économie quand tout le monde gagne* », Éd. Le Souffle d'or, 1997.

⁵² Voir le « Guide de l'anti-greenwashing » de l'Ademe, <http://antigreenwashing.ademe.fr>.

⁵³ J.-M. Harribey, « Comment financer la transition écologique ? Contribution pour des temps qui s'annoncent chauds. L'Arlésienne du financement de la transition écologique », octobre 2018, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/arlesienne-financement.pdf>.

dont l'« effondrement »⁵⁴ ne se distingue de l'Apocalypse que par le fait qu'il s'agirait de l'effondrement de « notre monde », celui de la civilisation industrielle, au lieu de « la fin du monde ». Dans les deux cas, d'ailleurs, l'idée de transition n'est pas nécessaire. Dans l'un, la continuité l'emporte sur la rupture. Dans l'autre, le saut vers un autre modèle s'opère sans délai et sans obstacle social ou politique ; ainsi, chaque mois, le journal *La Décroissance* dénonce aussi bien le développement soutenable que la transition.

Serge Latouche a synthétisé une stratégie pour passer d'une société de croissance à la décroissance par ce qu'il a appelé les « 8 "R" : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler »⁵⁵. Mais il ne dit rien des investissements nécessaires à cette profonde réorientation. Et on touche l'un des points les plus faibles de la théorie de la décroissance, tout investissement étant *a priori* considéré comme productiviste. C'est la raison pour laquelle, il paraît préférable de cerner les domaines qui devront être réduits (donc décrus) et ceux qui devront être accrus quantitativement et qualitativement. Pour ces derniers, on a déjà cité les énergies renouvelables, les infrastructures de transports collectifs, la rénovation de l'habitat, notamment par l'isolation des logements et bâtiments, l'arrêt de l'étalement urbain, la mutation de l'agriculture vers le biologique, la fin de l'obsolescence des produits industriels, la relocalisation la plus poussée possible.

Mais on insiste ici sur deux politiques parfois présentées comme opposées alors qu'elles sont complémentaires : elles concernent les biens communs et les biens et services publics.

La complémentarité du public, du collectif et du commun

En 1968, le biologiste Garret Hardin⁵⁶ expliqua que, lorsqu'une ressource est en libre accès, chaque utilisateur est conduit spontanément à puiser sans limite sur celle-ci, conduisant à sa disparition. Selon Hardin, il n'y a que trois solutions à cette « tragédie » : la limitation de la population pour stopper la surconsommation, la nationalisation ou la privatisation. Émise à la veille du grand mouvement de dérégulation et de déréglementation de l'économie mondiale, la troisième solution fut exploitée à fond pour justifier le recul de l'intervention publique.

Mais la politologue Elinor Ostrom⁵⁷ a mené un grand nombre d'enquêtes qui attestent que les communs, ce ne sont pas les biens, mais les stratégies et les règles construites par les communautés pour les gérer. Entre le marché, c'est-à-dire la gestion avec pour objectif le profit, et l'État, qui suppose une gestion centralisée sur laquelle les personnes concernées ont peu de prise, il existe une grande variété de modes de gouvernance de biens qui sont érigés démocratiquement au statut de communs, et qui ne sont donc ni appropriables privativement, ni publics au sens de étatiques.

L'opposition anthropocène/capitalocène prend alors un nouveau tour : au-delà de la question de la propriété, traditionnellement sous-jacente à l'opposition privé/public ou marché/État, l'enjeu est que les groupes et les communautés puissent mettre en œuvre et gérer collectivement des institutions. Le commun n'est donc pas seulement ce qui *est* en commun mais ce qui *est fait* en commun.

Les services publics, le plus souvent inscrits dans une logique non marchande, sont soumis à une pression sans relâche du capitalisme néolibéral, afin de diminuer les dépenses dites publiques et sociales, considérées comme improductives, et de libérer un espace nouveau pour que le capital puisse s'y valoriser. Or, il convient de voir que le travail effectué

⁵⁴ Parmi les auteurs ayant popularisé cette notion : J. Diamond, *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, 2006, Paris, Gallimard, 2009 ; P. Servigne et R. Stevens, *Comment tout peut s'effondrer, Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Préface d'Y. Cochet, Paris, Seuil, 2015.

⁵⁵ S. Latouche, *La décroissance, op. cit.*, p. 51.

⁵⁶ G. Hardin, « The Tragedy of the Commons », *Science*, 1968, vol. 162, p. 1243-1248.

⁵⁷ Ostrom E., *Gouvernance des biens communs, Pour une nouvelle approche des ressources naturelles* (1990), De Boeck, 2010.

dans la sphère monétaire non marchande produit de la valeur économique qui s'ajoute à celle des marchandises. Il ne s'agit pas seulement de constater que la comptabilité nationale ajoute le produit marchand et le produit non marchand. Il s'agit de revoir de fond en comble le concept de travail productif dont la validation, dans la société capitaliste moderne, passe par deux canaux ; le marché d'un côté, la validation politique de l'autre, cette dernière étant le fait de l'État, mais aussi des collectivités territoriales, voire des associations à but non lucratif.⁵⁸

Cela précisé, la marchandisation du monde ne progresse pas aussi linéairement que le souhaiteraient ses promoteurs. Depuis l'aube du capitalisme, les sociétés ont connu des résistances pour se protéger de l'élargissement de l'espace de la propriété privée. Celui-ci a bien sûr beaucoup gagné au fur et à mesure de l'accumulation du capital, mais les luttes n'ont pas manqué sur tous les continents contre l'appropriation des terres, la confiscation de l'eau par les multinationales et la privatisation des services publics. La preuve est même faite que le marché n'optimise pas le bien-être social. À tel point que les économistes néoclassiques les plus éclairés comme Richard Musgrave et Paul Samuelson avaient depuis longtemps vu ses « défaillances », rendant nécessaires les biens collectifs. Et la discussion reprit après l'attribution du prix de la Banque de Suède à Ostrom en 2009 pour ses travaux sur les biens communs. Malheureusement, on est en face d'un bel embrouillamini pour savoir ce qui distingue le public, le collectif et le commun.

Un seul point est clair. Contrairement à la position libérale, et même une certaine position écologiste, ce n'est pas la caractéristique intrinsèque des biens qui définit leur statut. C'est une construction sociale et politique qui fait que les individus sont concurrents (rivaux) ou non pour accéder aux biens, et si certains sont exclus ou non de leur usage. Comme on l'a vu, Ostrom a même suggéré que les communs, ce ne sont pas tant les biens que les stratégies et les règles construites par les communautés pour les gérer.

Après, tout s'embrouille. Les uns, utilisant les travaux de Pierre Dardot et Christian Laval⁵⁹, pensent que le commun se situe au-dessus du public car il permettrait de surmonter le dilemme marché/État, mais ils acceptent implicitement que les individus restent rivaux en omettant la question de la propriété et des rapports sociaux dans lesquels les communautés définissent leurs règles. Les autres assimilent le public à la propriété de l'État, lui-même exclusivement identifié à la nation, sans référence à un contrôle social. D'autres encore affirment que les biens naturels sont naturellement biens communs de l'humanité.

Toutes ces affirmations sont contestables. Le commun défini comme Ostrom n'est supérieur ni au collectif à cause du maintien de la concurrence, ni au public à cause de l'ignorance des rapports sociaux globaux. Le public ne peut non plus être placé au sommet si la propriété publique, notamment étatique, n'est pas soumise au contrôle citoyen. Le collectif à la Samuelson fétichise les objets en se focalisant sur leurs prétendues caractéristiques intrinsèques. De même, certains écologistes font de l'eau, bien naturel, un bien naturellement commun, alors qu'elle le *devient* par construction sociale. Idem pour les connaissances.

Autrement dit, dans la société, existe en permanence une tension entre ces trois pôles que sont le régime de propriété, l'exclusion ou non de certains individus dans l'accès aux biens et la concurrence ou non entre eux.⁶⁰ Chaque caractéristique est nécessaire pour définir le meilleur rapport social aux biens, aucune ne suffit à elle seule. Par exemple, l'éducation « publique » ne réussit à remplir sa mission que si elle est commune (accessible à tous) et

⁵⁸ Sur cette thèse : J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, op. cit. Et sur la discussion qu'elle a suscitée : <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/index-valeur.html>.

⁵⁹ P. Dardot, C. Laval, *Commun, Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014. Voir aussi B. Coriat (dir.), *Le retour des communs, La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2015 ; J.-M. Harribey, « Pour une conception matérialiste des biens communs », *Les Possibles*, n° 5, hiver 2015, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-5-hiver-2015/dossier-les-biens-communs/article/pour-une-conception-materialiste-des-biens-communs> ; M. Cornu, F. Orsi et J. Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, 2017.

⁶⁰ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, op. cit.

collective (accessible de manière égale à tous). On aurait donc tort de voir dans le commun une chose « ni publique ni privée ».

La qualité de la transition pour la transformation de la société

Comment se traduira la mesure d'une production de meilleure qualité dans une société de transition sociale et écologique ?⁶¹ À la question « que serait une économie sans croissance ? », plusieurs réponses sont possibles. Par exemple, Jean Gadrey répond ainsi : « Mon affirmation selon laquelle la croissance économique d'un secteur n'est pas nécessaire à la progression de la valeur ajoutée (et du volume de travail ou d'emploi associé) surprend forcément : la croissance économique d'un secteur étant celle de sa valeur ajoutée, comment puis-je dire que la valeur ajoutée peut progresser sans croissance ? La réponse réside dans la distinction essentielle entre les variations de la valeur ajoutée "à prix constants" (les statisticiens disent aussi "en volume" ou en "termes réels") et la mesure de la valeur ajoutée exprimée en valeur monétaire. Seules les premières interviennent dans la mesure de la croissance économique, alors que c'est la seconde qui est au cœur de la question du volume de travail et, par ce biais, de l'emploi. »⁶²

La croissance sectorielle peut certes se mesurer par des variations physiques si la production est homogène, mais, à l'échelle de l'ensemble de l'économie, la variation dite « en volume » est calculée à partir des valeurs ajoutées exprimées monétairement, *même une fois l'influence de l'inflation éliminée*. La difficulté méthodologique est aggravée par le fait que les biens et services produits et consommés varient dans le temps (ce ne sont pas les mêmes produits, ils ne renferment pas les mêmes contenus en travail, en matières, etc.), et par le fait que la structure du panier de consommation influe sur le calcul des indices de prix. Une tonne de blé biologique ne peut être tenue pour équivalente d'une tonne issue de l'agriculture polluante sur le plan qualitatif : il ne s'agit pas de la même marchandise et il est logique qu'une production de qualité nécessite davantage de travail. De ce fait, la tonne de blé de l'agriculture industrielle et la tonne de blé biologique doivent être enregistrés avec leurs prix respectifs puisque ce sont deux biens différents. Ce qui est difficile, c'est d'isoler la variation du prix d'un produit qui résulte d'une modification du processus productif et donc de la productivité du travail (le plus souvent, productivité en hausse et prix en baisse) de celle qui est d'ordre inflationniste (à processus productif inchangé). Cette dernière variation de prix, on tente de l'éliminer pour chacun des produits afin de calculer la valeur monétaire du produit global. Mais on ne doit pas éliminer l'éventuelle variation de prix due à la variation de la productivité, ni la différence de prix (donc de valeur ajoutée) entre le blé industriel et le blé biologique.

En conséquence, on ne peut pas savoir à l'avance si, dans une perspective écologiste, des quantités produites moindres multipliées par des prix en hausse en raison d'une meilleure qualité obtenue avec davantage de travail conduiront à un PIB en hausse ou en baisse. Or, cette incertitude est contestée par Jean Gadrey : un PIB décroissant en volume pourrait coexister selon lui avec un PIB croissant en valeur. C'est là le problème méthodologique en débat : il tient au fait que le PIB dit en volume est toujours exprimé monétairement et que, à mon sens, il faut distinguer une variation des prix tenant à la variation de la productivité et une variation des prix liée à des causes autres qu'on appelle inflation (coût des produits importés, conflits sociaux, érosion monétaire...). La difficulté de différencier ces variations ne peut être surmontée en niant leur existence. On ne peut pas soutenir que le PIB en volume, se définissant comme la somme des valeurs ajoutées déflatées, diminue lorsque cette somme

⁶¹ Ce paragraphe est largement tiré du chapitre que j'ai écrit « De la productivité à la valeur : des problèmes de mesure ou de paradigme ? », pour le livre dirigé par F. Jany-Catrice et D. Méda, *L'économie au service de la société, Autour de Jean Gadrey*, Paris, Institut Veblen, Les Petits matins, 2019, p. 129-138, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/autour-de-gadrey.pdf>.

⁶² Jean Gadrey, *Adieu à la croissance, op. cit.*, p. 117.

augmente. Croire que l'on pourrait évacuer cette difficulté en fondant le prix sur la mesure de la valeur d'usage serait une illusion : si la production de blé biologique est de meilleure qualité que sa concurrente, cela signifie que le processus productif en amont est différent, et, en tendance, le prix exprimera cette différence⁶³. Cela précisé, on peut sortir du faux dilemme croissance/décroissance, si la décroissance est sélective, sans que l'on puisse dire, pendant la phase de transition, si elle sera plus ou moins compensée par la croissance d'autres activités, donc sans que l'on sache si, au total, le PIB continuera ou non d'augmenter.

Dés lors, l'affirmation selon laquelle « si on veut relancer, le fret ferroviaire, les transports collectifs, la rénovation des bâtiments, il faut savoir que ça crée de l'emploi, et 150 000 emplois, c'est 1 % de croissance. Ce qu'il nous faut, c'est de la croissance verte »⁶⁴ contient deux omissions, sinon erreurs. Premièrement, qu'en sera-t-il des productions auxquelles se substitueraient ces améliorations et de quel côté penchera la balance en termes de PIB ? Deuxièmement, l'amélioration de l'emploi ne peut être déduite du seul examen de l'évolution de la production, car l'emploi est la résultante de la combinaison de la production, de la productivité du travail et de la durée du travail. Il en résulte deux choses. D'une part, à durée du travail constante, la croissance économique ne crée de l'emploi que si elle dépasse la progression de la productivité du travail.⁶⁵ D'autre part, la proclamation « vive la dépense publique » ne s'exonère pas de l'examen de la qualité de ce qui sera produit dans la sphère non marchande.

Le questionnement sur la croissance économique nous renvoie alors au fait de savoir s'il faut continuer à promouvoir ou non une augmentation de la productivité du travail quand on souhaite simultanément sortir progressivement du productivisme et améliorer l'emploi pour réduire le chômage. Ainsi, l'amélioration du contenu en emplois de la production est synonyme de diminution de la productivité individuelle du travail, toutes choses égales par ailleurs en termes de durée du travail et de volume de production. Il est donc possible, en diminuant la durée du travail individuelle, de réduire le productivisme, tout en conservant un niveau de productivité horaire, c'est-à-dire d'efficacité du processus productif, élevé, voire croissant, du moins dans certains secteurs.

On rejoint ici les difficultés qu'a rencontrées la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi chargée de définir de nouveaux indicateurs de richesse.⁶⁶ Les gains de productivité du travail ne mesurent directement ni la qualité, ni la durabilité, ni en définitive l'utilité de la production. Mais regretter que des indicateurs de productivité ne mesurent pas l'utilité du bien

⁶³ Les statisticiens s'efforcent depuis longtemps d'isoler les évolutions en volume des évolutions de prix. L'enjeu est d'éviter une sous-évaluation de l'investissement et de la production puisque les prix industriels diminuent parallèlement à la hausse de la productivité du travail. Pour démêler l'effet-prix et l'effet-volume dans l'évaluation de l'investissement par exemple, les statisticiens ont recours à diverses méthodes dont aucune n'est pleinement satisfaisante : méthode des services producteurs, méthode hédonique, méthode d'appariement, méthode des coûts des facteurs. La première est celle qui essaie d'intégrer l'amélioration de l'efficacité productive des équipements pour l'utilisateur et qui annule le résidu « productivité totale des facteurs » ; dès lors, l'amélioration de la productivité attribuée au travail s'en trouve accentuée. Le résultat est inverse au fur et à mesure qu'on passe aux autres méthodes, pour finir, avec celle des coûts des facteurs, au point où le résidu « productivité totale des facteurs » est maximal. Mais cette difficulté met à nu la croyance selon laquelle les indicateurs économiques mesureraient à la fois la valeur (monétaire) et la valeur d'usage.

⁶⁴ C. Ramaux, Débat avec É. Lefebvre sur Soir 3, 21 mai 2019, https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/il-faut-de-la-croissance-verte-et-que-l-ecologie-soit-populaire_3454643.html.

⁶⁵ $\text{Emploi} = \text{Production} / (\text{productivité individuelle moyenne du travail} \times \text{durée individuelle moyenne du travail})$. Ainsi, on estime que, sur deux siècles en France, la productivité individuelle du travail a été multipliée par environ 30, la production par 26, la durée du travail divisée par 2, d'où un emploi multiplié par environ 1,75. Voir aussi un chiffrage récent de M. Husson, « 35 heures : retour vers le futur », *À l'encontre*, 8 mars 2019, <http://alencontre.org/europe/france/france-debat-35-heures-retour-vers-le-futur.html>.

⁶⁶ *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009, *Performances économiques et progrès social*, Paris, Odile Jacob, 2009. Pour une critique, voir J.-M. Harribey, « De la mesure à la démesure. Examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 32, 1^{er} semestre 2010, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

fabriqué ou du service rendu ne constitue pas une avancée théorique mais un recul, car peut-on rendre commensurables valeur au sens économique et valeurs au sens éthique ?

5. Quel nouveau paradigme théorique ?

Les considérations précédentes nous ont amenés progressivement vers des questions d'ordre méthodologique et épistémologique. La remise en cause simultanée de la croissance infinie, de l'accumulation du capital elle-même sans bornes et du productivisme qui leur est inhérent exige une remise en cause des paradigmes théoriques dominants. En premier lieu, celui de la théorie néoclassique, dont la dimension environnementale s'inscrit complètement dans la logique de valorisation du capital, étendue à toutes les sortes de capitaux (du financier au social, à l'humain jusqu'au naturel). Mais aussi le paradigme d'une certaine écologie politique qui oscille entre les hypothèses néoclassiques (« à l'insu de leur plein gré ») et celles de la collapsologie, avec une conception de l'utilisation de la nature hors rapport social, d'où l'impasse ou le non-dit sur le capitalisme.⁶⁷ Également le paradigme keynésien des années 1960, où la régulation de l'économie se résume à une politique budgétaire conjoncturelle mâtinée d'une politique monétaire adéquate pour stimuler la demande.⁶⁸ Que reste-t-il alors à part des décombres ?

Si le marché pouvait orienter spontanément les sociétés vers du mieux-être, les indicateurs purement marchands ou partiellement marchands comme le PIB suffiraient pour en jaloner la progression. Mais ce n'est pas le cas. Les sociétés peuvent certes utiliser le marché, mais elles ont besoin aussi d'indicateurs de répartition et d'inégalités pour mesurer la soutenabilité sociale, et elles ont besoin de se projeter dans l'avenir, d'où les indicateurs de soutenabilité écologique, sans que les uns ni les autres ne puissent être intégrés au PIB. Mais cela ne valide pas pour autant les critiques sommaires du PIB ni la capacité performative de « nouveaux indicateurs de richesse » pour infléchir le sens et les moyens du bien-être, dès lors que le capitalisme n'est pas mû par le taux de croissance économique mais par le taux de profit.⁶⁹

On aborde ici seulement trois idées. Si l'on admet l'hypothèse que le dépassement du capitalisme ne signifierait pas la disparition du marché, alors des prix monétaires peuvent être fixés lors de l'utilisation des biens naturels.

Ensuite, un retour à une certaine économie politique et surtout à la critique de l'économie politique est nécessaire, débarrassée de sa gangue léguée par le stalinisme au XX^e siècle, et qui, d'une part, retrouve le message de Marx sur le lien métabolique unissant l'Homme à la nature, et, d'autre part, intègre les apports de toutes les sciences sociales qui rompent avec l'idée d'un déterminisme économique et avec celle d'un possible développement illimité des forces productives. Deux dernières implications découlent de ce choix : l'une est plutôt théorique, l'autre est plutôt politique.

⁶⁷ Voir A. Douai et G. Plumecocq, *L'économie écologique*, Paris, La Découverte, Repères, 2017. Les auteurs montrent que l'une des failles de ladite économie écologique est de ne pas avoir de théorie de la valeur. Compte rendu de lecture dans J.-M. Harribey, « L'économie écologique tiraillée de tous côtés », *Contretemps*, 8 septembre 2017, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-economie-ecologique.pdf>. Voir aussi « L'économie hétérodoxe dans tous ses états (5) : Peut-on parler d'écologie sans prononcer le mot capitalisme ? », 17 février 2016, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/02/17/1-heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-5-peut-on-parler-d-economie-ecologique-sans-prononcer-le-mot-capitalisme>.

⁶⁸ On notera les prémices d'un intérêt des post-keynésiens pour la question écologique. Voir par exemple, L. Cahen-Fourot L. et M. Lavoie M. (2016), « Ecological monetary economics : A post-keynesian critique », *Ecological Economics*, n° 126, p. 163-168.

⁶⁹ Les « reconstruc-teurs d'indicateurs » font un procès au PIB, qui serait la cause de toutes les destructions, et croient que de nouveaux indicateurs auraient la capacité d'infléchir la trajectoire du capitalisme. Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'ine-stimable*, *op. cit.* ; et « De la mesure à la démesure. Examen critique du rapport Stiglitz », *op. cit.* ; A. Pottier, « Les nouveaux indicateurs de richesse modifieront-ils la croissance ? Les limites de la critique du PIB », *Le Débat*, 2, n° 199, p. 147-156.

Le statut des prix donnés à l'utilisation de biens naturels

L'impact des dégâts occasionnés aux écosystèmes ou bien celui du changement climatique ne peuvent être estimés à l'aune du calcul économique traditionnel dont la procédure usuelle de l'actualisation est irrémédiablement cantonnée à un horizon étroit et probabilisable. Si, pour engager une stratégie de soutenabilité, on attribue un prix à la nature, celui-ci aura un statut de prix politique et non économique, fixé à hauteur de la norme écologique que l'on choisit de respecter. La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques – c'est-à-dire infinie si celles-ci conditionnent la survie de l'espèce humaine – et, de ce fait, elle ne peut être réduite à une catégorie économique.⁷⁰ En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, mais ne correspond en rien à une prétendue valeur économique intrinsèque des ressources. Par exemple, si l'on donne un prix à l'usage de l'eau ou à toute autre ressource naturelle incluant une taxe ou une autre compensation, cela indiquera la hauteur de la norme que la société décide de fixer et de respecter. Mais cette norme n'a rien de naturel, elle est d'emblée politique. De la même façon, l'instauration d'un marché de permis négociables suppose en amont une décision politique fixant la quantité autorisée, dont la variation aura une influence sur le prix, lequel ne sera pas à proprement parler entièrement un prix de marché. Il s'ensuit une conclusion d'ordre stratégique très importante. Réfuter les concepts de valeur économique intrinsèque de la nature ou de valeur économique des services rendus par la nature relève d'un choix épistémologique, mais n'implique en aucune manière de ne pas pouvoir utiliser des outils économiques pour contribuer à la régulation écologique, dès lors que des normes ont été fixées.

Il est donc nécessaire de distinguer trois niveaux de relation des prix attribués à la nature avec la monnaie. Le premier niveau correspond à la monétisation des utilisations des biens naturels. Le deuxième correspond à la marchandisation de ces biens. Le troisième correspond à leur financiarisation. Quand une régie municipale fixe un prix à l'eau parce qu'elle doit l'acheminer, la purifier, entretenir les réseaux et aussi encourager le non-gaspillage, elle monétise la distribution de l'eau ; on est dans le cas de la fixation d'un prix monétaire qui à la fois tient compte des coûts et comporte une dimension politique. Si cette distribution est concédée à une entreprise privée qui fera le même travail mais qui versera en outre des dividendes à ses actionnaires, elle est alors marchandisée. Enfin, si le bien naturel eau devient le support de titres financiers, donc circulant sur les marchés financiers, on passe au stade de la financiarisation. Ces trois niveaux ne doivent pas être confondus, bien que, dans chaque cas, la monnaie soit le véhicule des transactions.

La crise multidimensionnelle du capitalisme rouvre la question de la richesse et de la valeur

L'économie politique repose sur l'intuition d'Aristote consistant à distinguer valeur d'usage et valeur au sens monétaire, et par suite sur la distinction entre richesse (qui inclut la nature) et valeur (qui est une catégorie socio-anthropologique). Logiquement, Marx dans sa *Critique de l'économie politique* (1859) avait fait de cette distinction le pivot de sa critique de la marchandise et du capital. En ayant récusé l'économie politique sur ce point crucial, la « science économique » moderne crut bon d'assimiler valeur d'usage et valeur mais se trouva fort dépourvue quand la crise de son modèle fut venue.

⁷⁰ Cela n'empêche le WWF de se fourvoyer en chiffrant la valeur produite par les océans à 2500 milliards de dollars par an, tandis que les océans eux-mêmes « valent » 24 000 milliards. WWF, *Reviving the Oceans Economy : The Case for Action-2015*, 22 avril 2015, https://c402277.ssl.cf1.rackcdn.com/publications/790/files/original/Reviving_Ocean_Economy_REPORT_low_res.pdf?1429717323.

L'une des critiques les plus fréquentes faites par beaucoup de penseurs écologistes à Marx est que sa théorie de la valeur ne prendrait pas en compte la valeur de la nature. Nous pensons qu'il y a dans cette position trois éléments discutables.

Le premier est d'ignorer la différence entre richesse et valeur, de réduire la première à la seconde, comme le font les économistes néoclassiques. Pour sa part, Marx a toujours répété répéter que « la terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*. »⁷¹. La nature est nécessaire à la production de valeur, elle est une richesse, mais incommensurable à une quelconque valeur économique. De ce premier élément découlent les deux suivants.

Le deuxième élément est celui que nous avons évoqué plus haut : la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, parce que la catégorie valeur n'appartient pas à l'ordre naturel, elle est d'ordre socio-anthropologique.

Le troisième élément porte sur l'analyse de la crise capitaliste. La crise écologique est-elle inhérente à la crise du capitalisme ? En d'autres termes, le critère clé du capitalisme, c'est-à-dire le taux de profit, peut-il être à lui seul – ou, au moins, significativement – un indicateur de crise multidimensionnelle ? Dans les termes de Marx, le taux de profit est le rapport entre plus-value et capital engagé. Il augmente si la productivité du travail augmente plus vite que les salaires (c'est-à-dire si le taux de plus-value prélevée sur la force de travail s'accroît) et si l'efficacité du capital technique s'améliore (parce que les machines sont plus performantes ou parce que les matières premières sont plus accessibles). Il se décompose donc en une variable de répartition des revenus et une variable d'efficacité des techniques mises en œuvre. Cette efficacité ne dépend pas seulement de la qualité des machines, mais également de l'accès aux ressources, car le capital que Marx appelle constant comprend le capital fixe et le capital circulant. Les conditions *socio-écologiques* de la production peuvent donc être rendues par la loi de la valeur de Marx, confirmant ainsi que la valeur est une catégorie sociale à part entière et qu'elle n'est pas intrinsèque aux objets-marchandises échangés.

Au-delà de leur mesure, c'est la question de la conception de la richesse et de la valeur, et donc des finalités de l'activité, qui reste à résoudre

La crise capitaliste, dans sa double dimension sociale et écologique oblige à s'interroger sur ce qui fait sens dans l'activité économique. La valeur reconnue par le capitalisme est celle des marchandises vendues. Or, toute la valeur monétaire ne s'y réduit pas. Et toute la richesse ne se réduit pas non plus à celle-ci. Le combat pour l'émancipation peut se nourrir d'une réhabilitation de la valeur produite sans objectif de profit – dans les services non marchands – et de la richesse représentée par la nature mais qui échappe au quantifiable – l'ineffable –.

Avec les ressources naturelles, se posent avec de plus en plus d'acuité les questions de leur propriété et de leur usage égal par tous. Ainsi, pour partager, gérer et protéger la terre, sans doute la première des ressources naturelles, ne faut-il pas (re)considérer la propriété foncière, l'accès à cette ressource, son mode de gestion démocratique, ainsi que son affectation à des usages le plus souvent alternatifs (produire de l'alimentation biologique ou des agro-carburants) ? Ce n'est donc pas un hasard si la résolution des problèmes sociaux se trouve ainsi liée à celle des problèmes écologiques au plus fort de la crise capitaliste qui sert de « décor » à cette discussion.

Puisque le capitalisme est un processus permanent de « mise en valeur » du capital dont la logique est d'étendre sans fin la sphère de celui-ci, le courant dit « critique de la valeur »⁷²

⁷¹ K. Marx, *Le Capital*, Livre III, 1894, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 1430.

⁷² R. Kurz, *Lire Marx, Les principaux textes de Marx pour le XXI^e siècle*, 2002, Paris, La Balustrade, UGE, 10/18, 2004. A. Jappe, *Les aventures de la marchandise, Pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël, La Découverte. 2003 ; *La société autophage, Capitalisme, démesure et autodestruction*, Paris, La Découverte.

souligne le caractère fétichiste de toutes les catégories théoriques. Mais, si les formes du travail, son organisation, les objectifs qui lui sont assignés sont le produit de rapports sociaux, donc sont des constructions sociales et historiques, ne doit-on pas considérer qu'il existe aussi une dimension dépassant le cadre de rapports sociaux particuliers, et qui aurait, au moins en partie, un caractère anthropologique tenant à la condition humaine ? En particulier, le travail est l'acte par lequel se noue le rapport métabolique de l'humanité avec la nature. On peut alors regarder l'apport de l'anthropologie dont plusieurs auteurs marquants ont souligné, après des études de terrain nombreuses de sociétés pré-modernes, que si le travail ne revêtait pas les formes que nous connaissons aujourd'hui, si leurs membres n'avaient pas les mêmes représentations de leurs activités productives, celles-ci étaient du travail. On pense à Maurice Godelier⁷³, à Philippe Descola⁷⁴, à Jean-Philippe Deranty⁷⁵, pour des auteurs en langue française⁷⁶, et à Marshall Sahlins⁷⁷ pour qui les peuples de chasseurs-cueilleurs travaillent moins que nous, mais travaillent, même si la frontière avec les autres activités est ténue. Et Polanyi cite Malinowski qui analyse « le travail dans le milieu indigène » comme dissocié de l'idée de son paiement ; il cite aussi Firth : « Le travail pour lui-même est un trait constant de l'industrie des Maori »⁷⁸. Tous semblent ainsi conserver cette dualité du travail vivant soulignée par Marx avec une dimension anthropologique et une dimension historique étroitement mêlées, deux dimensions du travail inhérentes au rapport de l'Homme à la nature.

L'intention de ce texte était de montrer que rassembler ces problématiques exige de sortir des limites étroites – bornées, dans tous les sens du terme – de la discipline économique. Celle-ci est née dans le cadre de l'éclosion du capitalisme, et l'avènement de sa branche dominante est corrélé avec la marchandisation du monde. Elle ne peut donc servir de matrice théorique pour penser une transition socio-écologique. En revanche, la violence de la crise est l'occasion de faire se rapprocher de nombreux pans des hétérodoxies socio-économiques dans une perspective interdisciplinaire. Parions alors que, ainsi, les Économistes atterrés redeviendront attirants.

2017. É. Martin et M. Ouellet (dir.) *La tyrannie de la valeur, Débats pour le renouvellement de la théorie critique*, Montréal, Écosociété, 2014.

⁷³ M. Godelier, *L'idéal et le matériel, Pensée, économies, sociétés*, Paris, Fayard, 1984,

⁷⁴ P. Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

⁷⁵ J.-P. Deranty, « Cartographie critique des objections historicistes à la centralité du travail », *Travailler*, n° 30, 2013/2.

⁷⁶ Pour une présentation, voir J.-M. Harribey, « La centralité du travail vivant », 2017, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/centralite-travail-vivant.pdf>

⁷⁷ M. Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance, L'économie des sociétés primitives*, 1972, Paris, Gallimard, 1976.

⁷⁸ Karl Polanyi, *La grande transformation, op. cit.* p. 352-354.